

Dans le contexte de la crise mondiale qui a explosé il y a deux ans, la crise grecque met au grand jour l'impasse à laquelle conduit le processus actuel de la « construction européenne ». L'UE, et notamment la zone euro, sont aujourd'hui livrées aux ravages de la spéculation financière et de la déflation salariale. Les sacrifices imposés au peuple grec par son gouvernement, l'UE et le FMI, au mépris du développement de réelles solidarités et au risque d'amplifier les tensions entre Etats, vont financer de nouveaux profits pour le système bancaire qui avait bénéficié antérieurement d'aides publiques massives sans contrepartie. Au prix de multiples amalgames, la purge grecque est accompagnée de plans de rigueur dans l'ensemble des pays, renforçant les tendances à la récession et à la détérioration des finances publiques. A l'opposé, une politique fiscale mettant à contribution les hauts revenus et la finance dans chacun des Etats et à l'échelle européenne, permettrait à la fois de réduire la dette publique et de développer les services publics, l'emploi et les droits sociaux.

Retraites : Mobiliser pour sauvegarder la répartition et le niveau des pensions

[Voir l'article complet.](#)